

# Introduction

En quelques années, les éoliennes sont devenues le porte-étendard international de la transition écologique.

Symboles de la prétendue électricité « verte », elles se sont immiscées partout : sur les sites internet institutionnels, dans les livres scolaires, dans les publicités, dans les films, dans les médias. À l'échelle mondiale, elles ont envahi les paysages, ont investi avec brutalité les campagnes ou la mer, et sont devenues, par une propagande systématique et sans nuance, le symbole de l'écologie et de la lutte pour le climat.

Le développement des éoliennes – sur terre ou en mer – est en réalité au cœur de la politique mondiale de la transition écologique, et de la transition énergétique, qui constitue aujourd'hui la boussole de nos dirigeants. Elle est largement inspirée, sinon dictée, par l'Energiewende 1, concept importé d'Allemagne, l'un des principaux pays fournisseurs d'éoliennes dans le monde.

En outre, c'est sous le prétexte de la transition écologique que les États occidentaux se sont mis à dépenser des centaines de milliards d'euros, accentuant d'autant les déficits publics des pays concernés au détriment de citoyens rackettés via leurs factures d'électricité ou d'essence, factures dont l'augmentation a engendré en France la crise des gilets jaunes.

Dans les faits, cette transition écologique imposée accentue encore le fossé entre une population rurale et littorale d'une part – population à laquelle on impose un changement de cadre de vie et des nuisances dus aux changements énergétiques par l'implantation des aérogénérateurs –, et une population urbaine d'autre part – laquelle profite des nouvelles technologies, voyage en avion, circule en transports en commun, roule en voiture électrique à faible autonomie et ne connaît pas les nuisances liées aux éoliennes. Cette rupture sociologique rejoint l'analyse menée par Christophe Guilluy 2 dans son ouvrage *La France périphérique*, livre qui met en lumière cette fracture. Elle se calque parfaitement sur la rupture écologique à l'échelle internationale.

Le discours dominant, favorable à l'installation des turbines électriques à vent, s'inscrit dans une ambition de conquête idéologique assise sur une posture morale. Adressé à une population mondialisée et privilégiée, il a une tonalité quasi religieuse. Usant du prétexte, compréhensible, de sauver la planète et de lutter contre le réchauffement climatique, on affirme qu'il conviendrait d'accepter des solutions présentées comme indiscutables et sans alternative. Récemment encore, des manifestations pour le climat, organisées dans les grands centres urbains par des ONG environnementales et des partis politiques, mettaient en avant les éoliennes sur des pancartes associant respect de la nature et énergie renouvelable, sans s'inquiéter du paradoxe qu'il y a à industrialiser les campagnes au nom de la sauvegarde de l'écosystème.

Cette idéologie « planétophile » connaît un si grand succès qu'elle en arrive à contaminer l'écrasante majorité des cadres dirigeants, politiques et entrepreneuriaux, soucieux de bénéficier de l'image positive du développement durable, ainsi que la majeure partie d'une certaine population citadine, aveuglée et soumise au triptyque avion, boulot, dodo. Une population dont l'horizon se limite trop souvent aux buildings des quartiers d'affaires, et qui ne connaît parfois de l'environnement et de la nature que ce qu'elle voit et lit sur Internet.

L'expansion à marche forcée des éoliennes, en effet, a fini ces dernières années par imposer en France et dans le monde ce qui peut être qualifié de « paysages de l'énergie postmoderne 3 ». Facteurs d'angoisse, truffés de turbines gigantesques, ces paysages se sont étendus jusqu'aux abords des autoroutes, mais ont également investi d'authentiques coins de nature, justement choisis par leurs habitants pour leur quiétude.

Paradoxalement, des forêts sont saccagées pour installer des éoliennes 4, des projets sont envisagés au bord de superbes littoraux, des parcs naturels sont dénaturés au nom de ce qui s'impose aujourd'hui comme une nouvelle religion. Et des milliers de kilomètres de lignes à haute tension doivent traverser les paysages afin de raccorder ces turbines aux grands centres urbains 5.

Lieux protégés par l'Unesco, terres indigènes au Mexique, îles ou lieux classés en zone Natura 2000 en Europe, cimetières militaires en mer ou sur terre, MontSaint-Michel, montagnes... Aucun paysage, aucune parcelle de nature préservée n'échappe à l'appétit des promoteurs, qui voient là l'intérêt d'associer leur nom à des hauts lieux du patrimoine naturel et touristique et d'augmenter encore plus leur visibilité et leur respectabilité.

Les entreprises n'hésitent pas, en effet, à investir massivement dans le secteur pour se donner une image verte ainsi que pour bénéficier de la manne financière considérable associée à cette industrie. À titre d'illustration, on peut citer la société d'ameublement Ikea 6 qui est devenue un des acteurs importants de la production d'électricité d'origine éolienne avec une filiale détenant une trentaine de centrales éoliennes rien qu'en France.

Au nom de l'« écologiquement correct », on détruit la nature. Certains ardents promoteurs de ces installations industrielles estiment que les éoliennes pourraient, par leur gigantisme, se substituer dans nos paysages aux clochers 7, devenant ainsi le symbole d'une nouvelle religion structurant les campagnes 8.

Les démarches d'approche de ces consortiums reposent sur une bonne connaissance du terrain, des instruments de communication efficaces et des commerciaux se présentant comme animés par une démarche sincère de soutien aux générations futures. La stratégie de conquête des promoteurs éoliens les amène à se présenter comme des ONG aux allures désintéressés et altruistes, parfois jusqu'à adopter pour slogan « The power to survive 9 », sous couvert de lutte contre le « réchauffement climatique ». Par ailleurs, comme nous le verrons, ils adoptent des formats de présentation quasi institutionnels dans les réunions d'informations qu'ils adressent au public local, ce qui renforce leur légitimité et leur influence sur les différents acteurs.

La confusion est d'autant plus facile qu'il arrive que les ONG elles-mêmes soient actionnaires de promoteurs éoliens. C'est le cas de Greenpeace, dont la structure Greenpeace Énergie détient des participations capitalistiques dans des centrales éoliennes 10, ou de structures comme WWF qui réalisent de véritables partenariats avec des promoteurs éoliens pour valoriser le développement de l'éolien dans des pays comme la Suisse ou la France 11, alors même que les turbines sont très néfastes pour la faune et les oiseaux. L'ambiguïté de cette « neutralité militante » a de quoi interroger.

Ainsi est-il aujourd'hui devenu très difficile de distinguer ce qui relève de la propagande commerciale des promoteurs éoliens ou du militantisme écologiste de « défense de la planète », des écosystèmes et de la biodiversité. La confusion profonde est bien entendu au service des promoteurs éoliens qui usent et abusent de ce symbole fort.

Implacables, les éléments de langage communs aux industriels du vent et aux ONG qui défendent l'éolien sont parfaitement huilés : le vent est gratuit, le vent est inépuisable, le vent est une ressource naturelle, le vent est bon pour la planète. Ce discours est notamment relayé par des campagnes publicitaires d'envergure. La perspective du réchauffement climatique est savamment exploitée par l'instrumentalisation d'enfants militants écologistes comme Greta Thunberg <sup>12</sup>. La population est conditionnée à l'idée que la solution urgente face au risque écologique, c'est la transition par l'installation de milliers d'éoliennes. Dans ces conditions, il est devenu très difficile de porter un discours alternatif ou même rationnel sur le sujet, tant le risque est grand d'être caricaturé. Avec son clergé, ses enfants de chœur, ses censeurs et ses croyances dogmatiques, l'éolien oblige à une conversion sans réserve et le récuser relève de l'hérésie.

Depuis l'installation des premières éoliennes au début des années 2000 <sup>13</sup>, les promoteurs et leurs alliés se sont fortement radicalisés. Par un lobbying intensif auprès des politiques et jusque dans les Assemblées, ils ont progressivement poussé à la modification des lois et contribué à éliminer tous les freins empêchant le développement anarchique des implantations d'éoliennes. Certains n'hésitent devant rien, allant jusqu'à éliminer physiquement les opposants pour parvenir à leurs fins <sup>14</sup>.

Face à cette stratégie systématique de colonisation de nos pays, une résistance s'est progressivement organisée, structurée et développée à l'échelle mondiale. Artisanale, elle repose sur des personnalités de milieux et d'origines très contrastés. En France, le quotidien Le Figaro remarquait d'ailleurs en août 2018 que « du bourgeois au militant mélenchoniste en passant par l'anarchiste, le pêcheur et le châtelain, l'opposition à l'éolien était de plus en plus composite <sup>15</sup> ». Avec ses mille cinq cents associations, ses deux fédérations, la FED (Fédération environnement durable) et Vent de colère, ses réseaux comme le réseau Ulysse, la lutte anti-éolienne regroupe en France des citoyens de toutes classes sociales, de tous niveaux culturels, et de toutes tendances politiques confondues. Ces écologistes ont en commun d'avoir découvert la face obscure de l'éolien par des voies d'entrée diverses, mais qui mènent aux mêmes conclusions. Concernés souvent par un projet de centrale éolienne à proximité de leur maison, ils ont pour la plupart largement dépassé la mentalité du « not in my backyard <sup>16</sup> » pour appréhender l'escroquerie intellectuelle et le véritable non-sens écologique que constitue cette politique.

Souvent caricaturés par les promoteurs, les résistants écologistes anti-éoliennes, organisés en réseaux à l'échelle européenne <sup>17</sup> et mondiale, ont établi une véritable solidarité pour pallier les déséquilibres des forces en présence et combattre ensemble pour la préservation de leur cadre de vie <sup>18</sup>.

La vérité est que l'industrie éolienne n'est pas du tout écologiste mais répond à une logique de profit exclusif en faveur des promoteurs éoliens par des montages financiers couverts par la politique écologique des États. En aucun cas l'éolien n'est au service d'une écologie durable et pérenne. Cette industrie constitue même une arme de destruction massive de l'environnement.

C'est, comme nous l'observerons, une industrie polluante, qui détruit la nature et l'environnement de nos concitoyens. À terme, les éoliennes pourraient être considérées comme le scandale mondial du siècle, lorsque la vérité sera connue du grand public. En y regardant de plus près, et en décryptant les études mondiales sérieuses et institutionnelles sur le sujet, on découvre que l'utopie de l'électricité d'origine éolienne dissimule une véritable machine de guerre contre la ruralité et l'environnement. La multiplication des oppositions, particulièrement cruciale dans certaines régions comme le nord de la France, contribue cependant à modérer des acteurs politiques qui prennent en compte la force des critiques et de la radicalisation des oppositions.

C'est d'ailleurs ce contexte qui explique que de nombreuses personnalités politiques 19 et environnementales 20 prennent conscience du grave danger que constitue l'éolien et qu'une commission d'enquête parlementaire, créée à l'initiative du député Julien Aubert a travaillé en 2019 sur le sujet des énergies renouvelables et plus particulièrement sur la question de l'énergie éolienne 21.

Fruit de dix années de combat acharné contre le puissant lobby industriel du vent, ce livre ambitionne d'en dévoiler la face cachée. Il se veut une synthèse précise et documentée des connaissances acquises, de l'ensemble des données et des études mondiales réalisées sur le sujet.

Pollution, matières premières non recyclables, déchets radioactifs, développement des lignes à haute tension, émissions de CO<sub>2</sub>, atteintes graves à la santé et à la biodiversité, détournement de fonds publics, augmentation du prix de l'électricité, déni de démocratie, destruction d'emplois, fiscalité à tous crins, ONG en conflit d'intérêts, corruption, mafia... Vous allez découvrir tout ce qu'il faut savoir et que l'on vous cache sur les éoliennes.

1. « Révolution énergétique ».

2. Christophe GUILLUY, *La France périphérique : Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2015.

3. Thomas BRÜHNE, Michael TEMPEL et Michel DESHAIES, « Les paysages postmodernes de l'énergie en Rhénanie-Palatinat », in *Revue géographique de l'Est*, vol. 55, n° 1-2, 2015 : Énergies renouvelables et territoires : les défis de la transition énergétique en Allemagne.

4. Killian TRIBOUILLARD, « Éoliennes en forêt de Lanouée. La justice autorise la reprise des travaux », in *Le Télégramme*, 6 mars 2019.

5. Déclaration de Delphine BATHO, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Session ordinaire de 2012-2013, première séance du mercredi 10 octobre 2012.

6. Keren LENTSCHNER, « Ikea investit dans les éoliennes », in *Le Figaro*, 17 décembre 2016.

7. Conversation de l'auteur avec le député François Brottes lors d'un colloque de France Énergie Éolienne en 2012 (François Brottes est devenu président de RTE après avoir déposé en tant que député une proposition de loi permettant de faciliter les installations d'éoliennes).

8. Christine HUGH-JONES, « Les éoliennes, vertes et vertueuses », in *Terrain, anthropologie & sciences humaines*, L'imaginaire écologique, 2013, p. 108-131, [journals.openedition.org/terrain/15109](https://journals.openedition.org/terrain/15109)

9. « Le pouvoir de survivre ». Sous-titre d'une brochure commerciale du promoteur éolien KDE Energy France.

10. Thibault KERLIRZIN, *Greenpeace : Une ONG à double fond(s)*, Édition VA press, mai 2018.

11. Bernard WUTHRICH, « Le WWF s'engage pour les éoliennes en Suisse », in *Le temps*, 5 décembre 2016.

12. Laurent ALEXANDRE, « Greta Thunberg est instrumentalisée par des militants extrémistes », in Le Figaro, 19 mars 2019.
13. [www.journal-eolien.org/tout-sur-l-eolien/chronologie-de-l-eolien-en-france](http://www.journal-eolien.org/tout-sur-l-eolien/chronologie-de-l-eolien-en-france)
14. Camille LAVOIX, envoyée spéciale, « Révolte et morts suspectes autour des champs d'éoliennes mexicains », in Le Nouvel Observateur, 5 octobre 2014.
15. Marie-Estelle PECH, « La fronde anti-éoliennes prend de l'ampleur », in Le Figaro, 6 août 2018.
16. « Pas dans mon arrière-cour », expression instrumentalisée par les promoteurs éoliens pour ridiculiser les écologistes résistants à l'éolien.
17. EPAW : European Plateform Against Windfarm, [epaw.org](http://epaw.org)
18. Pierre DUMONT et Denis de KERGORLAY, « Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé », Éditions François Bourin, novembre 2018.
19. « "Stop aux nouvelles éoliennes !", le cri d'alarme de dix députés », in le Figaro, 20 juin 2018 ; ou « La campagne anti-éolien de Xavier Bertrand », in Le Monde, 19 janvier 2019 ; Michel REVOL, « Éoliennes : le coup de gueule de Dominique Bussereau », in Le Point, 30 mars 2019.
20. « Yeu-Noirmoutier. Parc éolien : "un projet gargantuesque", selon Brice Lalonde », in Ouest-France, 24 avril 2019.
21. Assemblée nationale, Proposition de résolution n° 1489 du député Julien Aubert enregistrée le 11 décembre 2018, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact économique, industriel et environnemental des énergies renouvelables, sur la transparence des financements et sur l'acceptabilité sociale des politiques de transition énergétique.